

RAPPORT D'ORIENTATION BUDGETAIRE 2026



COMMUNAUTÉ
DE COMMUNES
Océan MARAIS
DE MONTS

Objectifs du DOB et dispositions légales

Le débat d'orientation budgétaire représente une étape essentielle de la procédure budgétaire des collectivités. Il participe à l'information des élus et favorise la démocratie participative des assemblées délibérantes en facilitant les **discussions sur les priorités et les évolutions de la situation financière** d'une collectivité **préalablement au vote du budget primitif**.

Le DOB est une étape obligatoire dans le cycle budgétaire des EPCI comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus, toute délibération sur le budget qui n'a pas été précédée d'un tel débat est entachée d'illégalité.

Il intervient dans les **2 mois précédant l'examen du budget**.

Le budget primitif est voté au cours d'une séance ultérieure et distincte, le DOB ne peut intervenir ni le même jour, ni à la même séance que le vote du budget.

Rapport d'orientation budgétaire

Avant l'examen du budget, l'exécutif présente à son assemblée délibérante un rapport sur :

- Les orientations budgétaires : **évolutions prévisionnelles de dépenses et recettes** (fonctionnement et investissement), en précisant les hypothèses d'évolution retenues notamment en matière de concours financiers, de fiscalité, de tarification, de subventions et les évolutions relatives aux relations financières entre une commune et l'EPCI dont elle est membre,
- Les engagements pluriannuels envisagés : **programmation des investissements** avec une prévision des recettes et des dépenses,
- La structure et la gestion de la dette contractée, les perspectives pour le projet de budget, en précisant le profil de dette visé pour l'exercice.
- Une présentation de la structure et de l'évolution des dépenses et des effectifs. Il précise notamment **l'évolution prévisionnelle et l'exécution des dépenses de personnel**, des rémunérations, des avantages en nature et du temps de travail.
- Une présentation des **objectifs d'évolution des dépenses réelles de fonctionnement et du besoin de financement** de la collectivité (BP et BA).

Le rapport doit être **communiqué aux membres des assemblées délibérantes** en vue du débat d'orientation budgétaire, au minimum **5 jours avant** la réunion pour les conseillers communautaires.

Délibération

Obligatoire, elle permet de prendre acte de la tenue du DOB et de prémunir les collectivités contre un éventuel contentieux engagé par un tiers devant une juridiction administrative.

Compte-rendu de séance et publicité

Le DOB est relaté dans un compte-rendu de séance.

Le DOB des EPCI doit être **transmis** obligatoirement **aux communes membres** et celui des communes au président de l'EPCI dont la commune est membre et **mis à la disposition du public** au siège de l'EPCI dans un délai de 15 jours suivant la tenue du DOB. Le public doit être avisé de cette mise à disposition **par tout moyen** : site internet, publication,

Afin de permettre aux citoyens de disposer d'informations financières claires et lisibles, le rapport sur les orientations budgétaires de l'exercice doit être mis en ligne sur le site internet de la collectivité, lorsqu'il existe, dans un délai d'un mois après son adoption.

SOMMAIRE

I. Contexte géopolitique

- a. Un environnement international durablement instable ;
- b. Le dérèglement climatique ;
- c. 2025 en France : une année de prolongation de l'instabilité budgétaire et institutionnelle.

II. Le contexte macro-économique (États-Unis, Chine, zone Euro et Royaume-Uni)

- a. Les indicateurs ;
 - PIB et taux de croissance ;
 - Indice des prix à la consommation et inflation ;
 - Taux de chômage ;
 - Marché monétaire.
- b. La situation en France.

III. Projet de Loi de Finances 2026

- a. Les concours financiers ;
- b. Fiscalité locale ;
- c. Transition écologique et énergétique ;
- d. Gestion de la dette et contraintes financières.

IV. L'évolution de l'exécution budgétaire de la CCOMDM de 2024 à 2025 et les prévisions 2026 de la section de Fonctionnement

- a. L'évolution des recettes et des dépenses de fonctionnement entre 2024 et 2025 ;
- b. Les orientations 2026.

V. L'évolution de l'exécution budgétaire de la CCOMDM de 2024 à 2025 et les prévisions 2026 de la section d'investissement

- a. L'évolution des recettes et des dépenses d'investissement entre 2024 et 2025 ;
- b. Les orientations 2026.

VI. Les résultats 2025 tous budgets et les prévisions 2026

- a. Résultats 2025 ;
- b. La structure et la gestion de la dette ;
- c. La structure des effectifs ;
- d. Les orientations budgétaires 2026 tous budgets.

I. Le contexte géopolitique

a. Un environnement international durablement instable :



En 2025, le contexte international reste tendu et incertain, sans amélioration notable par rapport aux années précédentes. Les relations entre États sont marquées par des désaccords durables et par la persistance de plusieurs conflits, sans perspective rapide de résolution.

Les grandes puissances privilégient avant tout la défense de leurs intérêts nationaux, ce qui limite la coopération internationale. Cette situation entretient un climat d'incertitude politique et économique, avec des effets indirects

sur la croissance, les échanges et la stabilité financière mondiale.

- **Conflit en Ukraine** : la guerre entre l'Ukraine et la Russie se prolonge sans issue diplomatique. Elle mobilise durablement les États européens et les États-Unis, avec des impacts sur les budgets publics, l'énergie et les échanges commerciaux.
- **Tensions au Moyen-Orient** : la situation reste instable autour d'Israël et des territoires palestiniens, avec des risques d'embrasement régional. Cette instabilité maintient une pression sur les marchés énergétiques et la sécurité des routes commerciales.
- **Rivalités entre grandes puissances** : les États-Unis et la Chine poursuivent une stratégie de concurrence économique, technologique et militaire, notamment en Asie-Pacifique. Cela se traduit par des restrictions commerciales et des politiques de réindustrialisation.
- **Fragilisation du commerce mondial** : les chaînes d'approvisionnement sont régulièrement perturbées (sanctions, contrôles à l'exportation, tensions maritimes), poussant les États à sécuriser leurs approvisionnements plutôt qu'à coopérer.

b. Le dérèglement climatique :



En 2025, à l'échelle mondiale, le dérèglement climatique s'est traduit par une intensification des **phénomènes extrêmes** : vagues de chaleur sur plusieurs continents, sécheresses durables en Europe, en Afrique et en Amérique latine, inondations majeures en Asie, tempêtes et ouragans plus violents en Amérique du Nord, ainsi qu'une multiplication des incendies de grande ampleur.

Ces événements ont généré des coûts publics significatifs partout dans le monde, liés aux secours d'urgence, à la reconstruction des infrastructures, à la hausse des dépenses

sociales et à une pression croissante sur les budgets des États et des collectivités.

c. 2025 en France : une année de prolongation de l'instabilité budgétaire et institutionnelle



L'année 2025 a prolongé la période d'instabilité institutionnelle et budgétaire ouverte en 2024, sans permettre un retour à un fonctionnement pleinement normal des finances publiques. Si un cadre politique minimal a pu être maintenu, l'action publique est demeurée fortement contrainte par un climat d'incertitude durable, tant sur le plan national qu'économique.

- **Une gouvernance nationale fragilisée** : en 2025, les difficultés à dégager des majorités stables ont limité la capacité de l'État à engager des réformes structurelles et à définir une trajectoire budgétaire lisible à moyen terme, concentrant l'action publique sur la gestion de l'existant.
- **Des finances publiques durablement sous tension** : l'année s'est inscrite dans un contexte de dette et de déficit élevés, de croissance ralentie et de besoins de financement importants, rendant la maîtrise des dépenses plus complexe face aux contraintes géopolitiques et climatiques.
- **Une incertitude budgétaire persistante** : cette fragilité s'est traduite par un retard inédit du processus budgétaire, avec l'absence, au 14 janvier 2026, d'un budget national adopté pour l'exercice 2026, accentuant l'incertitude pour l'ensemble des acteurs publics.
- **Un impact direct sur les collectivités territoriales** : la faible visibilité financière, conjuguée à la hausse des charges et des coûts d'investissement, a compliqué la préparation des budgets locaux et renforcé la nécessité d'une gestion prudente et anticipatrice

II. Le contexte macro-économique

(États-Unis, Chine, zone euro et Royaume-Uni)

a. Les indicateurs macro-économiques

- **PIB et taux de croissance**

En 2025, la croissance mondiale est demeurée modérée et hétérogène.

- Les États-Unis ont affiché une croissance plus résiliente, soutenue par la consommation intérieure et l'investissement, bien que marquée par un ralentissement progressif.
- La Chine a connu une croissance plus faible que ses standards historiques, pénalisée par la crise immobilière, la faiblesse de la demande intérieure et des tensions commerciales persistantes.
- La zone euro a enregistré une croissance faible, voire quasi stagnante dans certains pays, sous l'effet d'une demande atone et de conditions financières restrictives.
- Le Royaume-Uni est resté confronté à une croissance fragile, pénalisée par une inflation encore élevée et un environnement post-Brexit toujours contraignant.

- **Indice des prix à la consommation et inflation**

L'année 2025 a été marquée par une désinflation progressive, sans retour immédiat aux niveaux d'avant crise.

- L'inflation a reculé dans l'ensemble des grandes économies, sous l'effet du resserrement monétaire engagé les années précédentes.
- Toutefois, les prix sont restés élevés sur certains postes structurels (énergie, alimentation, services), maintenant une pression durable sur le pouvoir d'achat et les coûts de fonctionnement des acteurs publics.

- **Taux de chômage**

Les marchés du travail sont restés globalement résilients en 2025.

- Le chômage est demeuré relativement contenu aux États-Unis et en Europe, malgré le ralentissement économique.
- Cette situation a toutefois contribué à maintenir des tensions sur les salaires, en particulier dans certains secteurs en tension, avec des effets indirects sur l'inflation des services.

- **Marché monétaire**

Les politiques monétaires sont restées restrictives sur une grande partie de l'année 2025.

- Les banques centrales ont maintenu des taux directeurs élevés afin de consolider le reflux de l'inflation.
- Les conditions de financement sont demeurées contraignantes, avec un coût du crédit durablement supérieur à celui observé avant 2022, pesant sur l'investissement public et privé.



b. Situation en France :

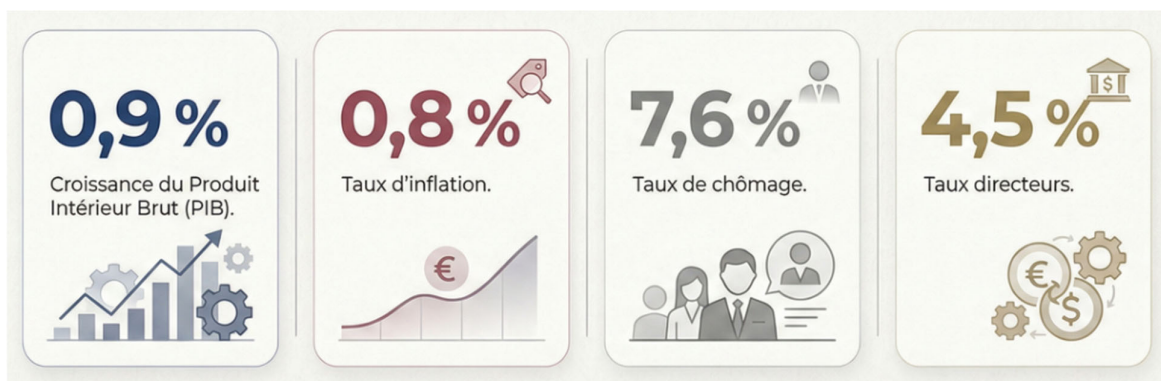
En 2025, l'économie française a évolué dans un contexte de ralentissement et de fragilisation, sans entrer en récession mais sans véritable reprise.

La croissance est restée faible, autour de +0,7 à +0,9 %, pénalisée par une consommation des ménages atone, un investissement en retrait sous l'effet de conditions financières encore restrictives et un environnement international peu porteur. L'activité a davantage reposé sur certains services, tandis que l'industrie et la construction sont demeurées en difficulté.

L'inflation a fortement reculé en 2025, avec un IPC inférieur à 1 % en fin d'année, traduisant une désinflation rapide après les chocs précédents. Si cette baisse a soutenu le pouvoir d'achat, elle s'est accompagnée d'un ralentissement de la dynamique économique et de recettes publiques moins dynamiques qu'anticipé.

Le marché du travail est resté globalement résilient, mais avec des signes d'essoufflement. Le taux de chômage s'est maintenu à un niveau relativement élevé (environ 7,6 %), confirmant une croissance insuffisante pour créer des emplois de manière significative.

Enfin, la situation des finances publiques s'est tendue. Le niveau élevé de dette et de déficit, combiné à l'incertitude institutionnelle et à l'absence de visibilité budgétaire en fin d'année, a limité les marges de manœuvre de l'État et renforcé les contraintes pesant sur l'ensemble des acteurs publics.



III. Le Projet de Loi de Finances pour 2026 : un cadre national incertain

À la date d'élaboration du Rapport d'Orientations Budgétaires 2026, **le Projet de Loi de Finances pour 2026 n'est pas encore adopté**, traduisant la persistance des difficultés institutionnelles et budgétaires observées en 2024 et 2025. Cette situation inédite génère une **forte incertitude pour les finances locales**, en l'absence de visibilité claire sur l'évolution des concours financiers, de la fiscalité et des dispositifs de soutien de l'État.

Dans ce contexte, les éléments présentés ci-après reposent sur les **orientations connues fin 2025**, les annonces gouvernementales et les trajectoires pluriannuelles communiquées par l'État, sous réserve d'évolutions ultérieures lors de l'adoption définitive du PLF 2026.

Concours financiers aux collectivités territoriales

- **Stabilisation globale des dotations de l'État** : la Dotation Globale de Fonctionnement (DGF) devrait être globalement **maintenue en valeur**, sans revalorisation significative, dans un objectif de maîtrise de la dépense publique. Les mécanismes de péréquation (DSR, DSU) demeurent privilégiés, mais avec des marges de progression limitées.
- **Resserrement des dotations d'investissement** : dans un contexte budgétaire contraint, les enveloppes dédiées à l'investissement local (DETR, DSIL) devraient être **stabilisées voire ciblées**, avec une priorisation des projets répondant aux objectifs nationaux de transition écologique, de sobriété foncière et d'adaptation climatique.

Fiscalité locale

- **Revalorisation modérée des bases locatives** : la revalorisation des bases fiscales pour 2026 est de **0.83 %**, en lien avec une inflation devenue faible en 2025. Cette évolution limite la dynamique spontanée des recettes fiscales des collectivités.
- **Poursuite de la suppression de la CVAE** : la trajectoire de suppression de la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises se poursuit. Les collectivités bénéficient toujours d'un **mécanisme de compensation**, mais celui-ci repose de plus en plus sur des ressources nationales **peu dynamiques**, renforçant la dépendance financière vis-à-vis de l'État.
- **Incertitude sur les fractions de TVA** : en l'absence de PLF adopté, les modalités d'indexation des fractions de TVA transférées aux collectivités pour 2026 ne sont pas connues, créant une incertitude majeure sur l'évolution des recettes de fonctionnement.

Transition écologique et énergétique

- **Maintien des priorités environnementales** : malgré les contraintes budgétaires, l'État confirme la transition écologique comme axe structurant de l'action publique. Les financements existants (Fonds Vert, appels à projets) devraient être maintenus, mais dans des enveloppes plus ciblées et plus sélectives.
- **Accent sur l'adaptation au changement climatique** : les projets liés à la gestion de l'eau, à la prévention des risques naturels, à la rénovation énergétique des bâtiments publics et aux mobilités durables restent prioritaires, mais nécessitent un cofinancement accru des collectivités.

Gestion de la dette et contraintes financières

- **Renforcement du suivi des trajectoires financières locales** : l'État maintient une vigilance accrue sur les ratios financiers des collectivités et des EPCI, **en particulier sur la capacité de désendettement**. Les collectivités les plus fragilisées sont incitées à formaliser des trajectoires de retour à l'équilibre.
- **Hausse structurelle des charges de personnel** : la poursuite de l'augmentation des cotisations employeurs à la **CNRACL**, engagée par le décret de janvier 2025 (**+3 points par an**), produit pleinement ses effets en 2026, générant une pression durable sur les dépenses de fonctionnement

IV. L'évolution de l'exécution budgétaire de la CCOMDM de 2024 à 2025 et les prévisions 2026 de la section de Fonctionnement

a. Les recettes de fonctionnement 2025

RECETTES DE FONCTIONNEMENT		CA 2024	CA 2025	Évolution
013	Atténuation de charges	83 823,76 €	140 357,34 €	67,44%
70	Produits des services	1 590 996,74 €	1 635 079,21 €	2,77%
73	Impôts et taxes	3 414 361,12 €	3 452 196,11 €	1,11%
731	Fiscalité locale	17 954 902,34 €	18 410 984,47 €	2,54%
74	Dotations et participations	1 950 672,80 €	1 826 063,80 €	-6,39%
75	Autres produits de gestion courante	79 349,95 €	92 395,29 €	16,44%
76	Produits financiers	266 776,67 €	266 776,21 €	0,00%
77	Produits exceptionnels	75 709,58 €	15 868,65 €	
78	Reprises sur provisions		315,00 €	
Recettes réelles de fonctionnement		25 416 592,96 €	25 840 036,08 €	1,67%
042	Dotation aux Amortissements RI	202 962,53 €	295 573,41 €	45,63%
TOTAL		25 619 555,49 €	26 135 609,49 €	2,01%

b. Les dépenses de fonctionnement 2025

DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT		CA 2024	CA 2025	Évolution
011	Charges à caractère général	7 293 259,38 €	7 926 336,34 €	8,68%
012	Charges de personnel	5 661 654,87 €	6 120 769,03 €	8,11%
014	Atténuations de produits	4 308 047,00 €	4 393 867,00 €	1,99%
65	Autres charges de gestion courante	3 325 034,03 €	3 701 933,55 €	11,34%
66	Charges financières	833 481,37 €	839 973,77 €	0,78%
67	Charges exceptionnelles	775,66 €	17 654,20 €	
68	Dotations provisions	5 765,00 €	1 112,15 €	
Dépenses réelles de fonctionnement		21 428 017,31 €	23 001 646,04 €	7,34%
042	Dotation aux Amortissements DI	1 613 581,60 €	1 736 607,21 €	7,62%
023	Virement à la section d'investissement	1 948 053,64 €	923 000,00 €	-52,62%
Autres dépenses de fonctionnement		1 613 581,60 €	1 736 607,21 €	7,62%
TOTAL		23 041 598,91 €	24 738 253,25 €	7,36%

1. Contexte général

L'exercice 2025 s'inscrit dans un environnement de **faible inflation**, estimée à 0,8 %, **limitant les effets mécaniques de revalorisation des charges et des produits**.

2. Évolution des recettes réelles de fonctionnement

Les recettes réelles de fonctionnement progressent de **+1,67 %** entre 2024 et 2025.

Cette évolution s'explique principalement par :

- La revalorisation des bases locatives (+1,7 %),
- La stabilité des taux d'imposition,
- Et une évolution globalement stable des autres ressources courantes.

Les concours financiers de l'État contribuent à la stabilité du niveau de recettes, sans constituer un facteur de dynamisme.

3. Évolution des dépenses réelles de fonctionnement

Les dépenses réelles de fonctionnement augmentent de **+7,34 %** sur la même période.

Cette progression résulte de :

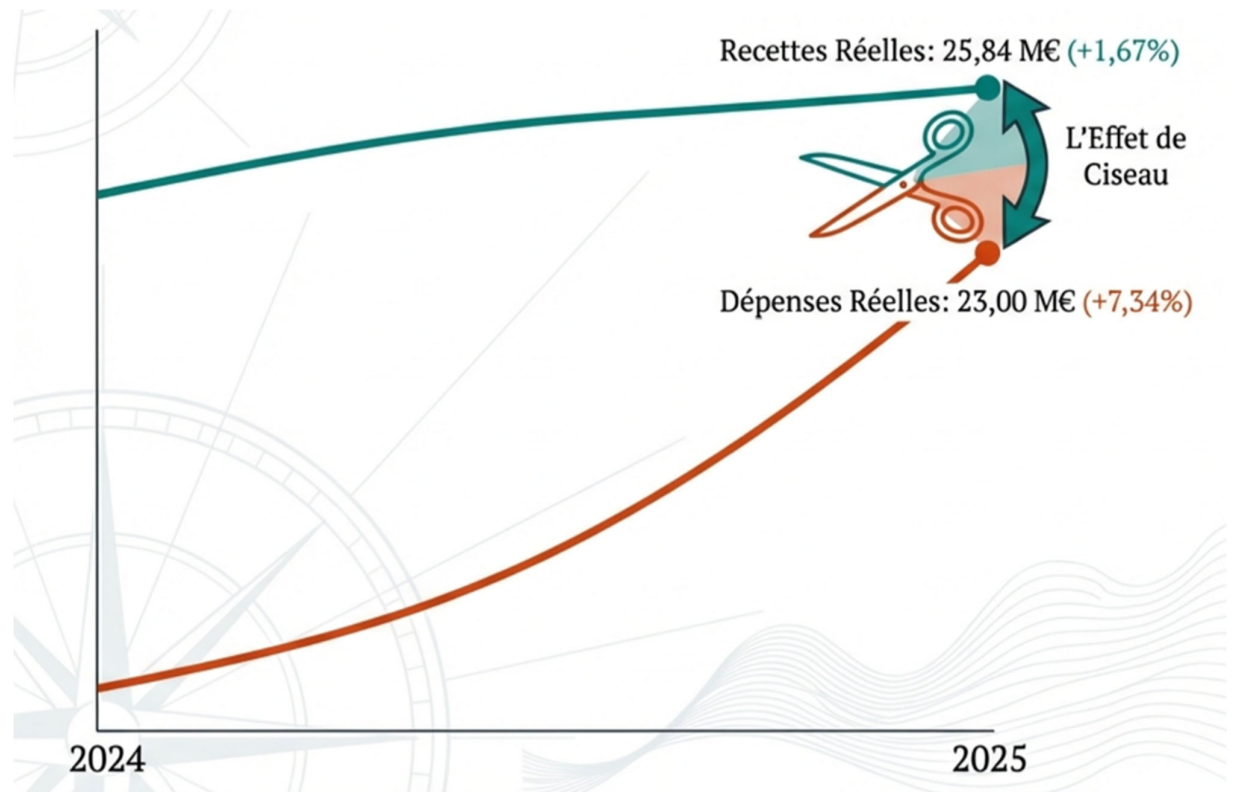
- La montée en charge de dépenses structurelles, liée notamment à l'**impact fonctionnel des travaux du centre aquatique Océabul** sur les services (natation scolaire, DSP, assurances) et à un effet de périmètre consécutif à la fin de la commercialisation de certaines zones d'activités économiques (entretien, aménagements...);
- L'évolution des charges de personnel et des cotisations sociales ;
- Le renforcement du niveau de service public ;
- Et des engagements contractuels et organisationnels.

4. Lecture financière de l'effet de ciseau

L'écart de dynamique entre :

- Des recettes réelles en progression modérée,
- Et des dépenses réelles en hausse plus soutenue,

Se traduit par un effet de ciseau, conduisant à une mobilisation accrue des marges de fonctionnement et à une réduction de l'épargne brute, qui demeure toutefois positive. Cette situation est rendue possible par le niveau d'épargne constitué les exercices précédents et permet d'absorber ponctuellement cette évolution sans fragiliser l'équilibre de fonctionnement.



Orientations 2026 – Fonctionnement :

RECETTES DE FONCTIONNEMENT		CA 2025	2026(Prévisions)	Évolution
013	Atténuation de charges	140 357,34 €	100 500,00 €	-28,40%
70	Produits des services	1 635 079,21 €	1 600 700,00 €	-2,10%
73	Impôts et taxes	3 452 196,11 €	3 475 000,00 €	0,66%
731	Fiscalité locale	18 410 984,47 €	18 706 000,00 €	1,60%
74	Dotations et participations	1 826 063,80 €	1 959 706,00 €	7,32%
75	Autres produits de gestion courante	92 395,29 €	10 000,00 €	-89,18%
76	Produits financiers	266 776,21 €	270 000,00 €	1,21%
77	Produits exceptionnels	15 868,65 €	70 000,00 €	
78	Reprises sur provisions	315,00 €	500,00 €	
Recettes réelles de fonctionnement		25 840 036,08 €	26 192 406,00 €	1,36%
042	Dotation aux Amortissements RI	295 573,41 €	300 000,00 €	1,50%
TOTAL		26 135 609,49 €	26 492 406,00 €	1,37%
R002	Résultat reporté de fonctionnement	- €	- €	

DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT		CA 2025	2026(Prévisions)	Évolution
011	Charges à caractère général	7 926 336,34 €	7 750 000,00 €	-2,22%
012	Charges de personnel	6 120 769,03 €	6 200 000,00 €	1,29%
014	Atténuations de produits	4 393 867,00 €	4 438 000,00 €	1,00%
65	Autres charges de gestion courante	3 701 933,55 €	3 900 000,00 €	5,35%
66	Charges financières	839 973,77 €	940 000,00 €	11,91%
67	Charges exceptionnelles	17 654,20 €	20 000,00 €	
68	Dotations provisions	1 112,15 €	20 000,00 €	
Dépenses réelles de fonctionnement		23 001 646,04 €	23 268 000,00 €	1,16%
042	Dotation aux Amortissements DI	1 736 607,21 €	1 950 000,00 €	12,29%
023	Virement à la section d'investissement	923 000,00 €	1 274 406,00 €	38,07%
Autres dépenses de fonctionnement		1 736 607,21 €	1 950 000,00 €	12,29%
TOTAL		24 738 253,25 €	25 218 000,00 €	1,94%
D002	Résultat reporté de fonctionnement	- €	- €	

Recettes réelles de fonctionnement

Chapitre 013 – Atténuations de charges

Évolution : -28,40 % (-39 857 €)

- Caractère non reconductible de certaines recettes perçues en 2025,

Chapitre 70 – Produits des services

Évolution : -2,10 % (-34 379 €)

- Hypothèse prudente sur le niveau d'activité,

Chapitres 73 et 731 – Impôts et taxes / Fiscalité locale

Évolution cumulée : +1,60 % (+318 819 €)

- Revalorisation mécanique des bases,
- **Sans modification des taux d'imposition.**

Chapitre 74 – Dotations et participations

Évolution : +7,32 % (+133 642 €)

- Augmentation de postes subventionnés.

Chapitre 75 – Autres produits de gestion courante

Évolution : -89,18 % (-82 395 €)

- Produits constatés en 2025, non reconduits en 2026.

Autres produits (chapitres 76 à 78)

Les évolutions observées demeurent marginales et sans impact significatif sur l'équilibre global.

Dépenses réelles de fonctionnement

Chapitre 011 – Charges à caractère général

Évolution : -2,22 % (-176 336 €)

- Retour à un fonctionnement normalisé après la période de travaux du centre aquatique *Océabul*.
- Maintien de charges courantes incompressibles ;
- Effort de maîtrise du fonctionnement courant.

Chapitre 012 – Charges de personnel

Évolution : +1,29 % (+79 231 €)

- Évolutions réglementaires et statutaires (+ 3 points de CNRACL) ;
- Ajustements ciblés liés à l'organisation des services ;
- Sans augmentation significative des effectifs.

Chapitre 014 – Atténuations de produits

Évolution : +1,00 % (+44 133 €)

- Mécanismes de reversement et de péréquation (FPIC et DILICO) ;
- À des flux financiers exogènes, peu pilotables par la collectivité.

Chapitre 65 – Autres charges de gestion courante

Évolution : +5,35 % (+198 066 €)

- Maintien du niveau de subventions versées aux partenaires et organismes ;
- Montée en charge des coûts d'hébergement et d'exploitation des solutions logicielles en environnement cloud, dans un contexte de transformation numérique accrue.

Chapitre 66 – Charges financières

Évolution : +11,91 % (+100 026 €)

- Structure de l'encours de dette existant,
- Impact des conditions financières des emprunts contractés pour accompagner le programme d'investissement.

Chapitres 67 et 68 – Charges exceptionnelles et dotations aux provisions

Évolution globale : hausse maîtrisée

- Poids marginal dans la structure des dépenses.

**Recettes
Réelles :
+1,36%**

Hypothèse prudente,
dynamique fiscale
contenue.



**Dépenses
Réelles :
+1,16%**

Baisse ciblée du
chapitre 011 (-2,22%).

V. L'évolution de l'exécution budgétaire de la CCOMDM de 2024 à 2025 et les prévisions 2026 de la section d'Investissement

a. Les dépenses d'investissement 2025

DÉPENSES D'INVESTISSEMENT		CA 2024	CA 2025	Évolution
0101	Modernisation et acc. numérique du territoire interco.	814 205,20 €	198 480,72 €	-75,62%
0102	Equipements - Tourisme durable	17 520,14 €	2 460,00 €	-85,96%
0201	Transition énergétique, logement et mobilité	297 276,17 €	1 750 591,91 €	488,88%
0301	Equipements sportifs	721 205,17 €	5 873 544,76 €	714,41%
0302	Equipements - Animation de la vie sociale	10 085,62 €	11 888,51 €	17,88%
0401	Equipements de développement culturel	194 256,65 €	139 633,94 €	-28,12%
0402	Préservation et valorisation du patrimoine	396 745,52 €	772 788,29 €	94,78%
0501	Equipements - Siège social et CTI	163 842,33 €	465 477,74 €	184,10%
0502	Politique de gestion des déchets	253 078,69 €	416 862,52 €	64,72%
0601	Preservation et valorisation des milieux naturels	138 326,92 €	303 850,20 €	119,66%
0701	Infrastructures routières et réseaux	2 144 885,76 €	1 659 759,84 €	-22,62%
Total des dépenses d'équipement		5 151 428,17 €	11 595 338,43 €	125,09%
16	Emprunts et dettes assimilées	2 149 987,39 €	2 414 837,20 €	12,32%
26	Subvention d'invest + Apurement du 1069 en 2023 (M57)	378,00 €	12 000,00 €	3074,60%
27	Autres immo financières	- €	200,00 €	
Total des dépenses financières		2 150 365,39 €	2 427 037,20 €	12,87%
4581	Opérations pour le compte de tiers	- €	- €	
Total des dépenses réelles d'investissement		7 301 793,56 €	14 022 375,63 €	92,04%
041	Opérations patrimoniales	375 487,52 €	165 804,68 €	-55,84%
040	Dotation aux Amortissements RI	202 962,53 €	295 573,41 €	45,63%
Total des dépenses d'ordre d'investissement		578 450,05 €	461 378,09 €	-20,24%
TOTAL		7 880 243,61 €	14 483 753,72 €	83,80%
D001	Résultat reporté d'investissement	424 163,60 €	173 066,23 €	-59,20%

1. Contexte général

L'exercice 2025 marque un changement d'échelle significatif de l'investissement intercommunal, avec une **montée en charge très nette du programme pluriannuel**, traduisant l'entrée simultanée dans plusieurs opérations structurantes.

Cette dynamique s'inscrit dans une logique volontaire d'accompagnement du développement du territoire, tout en intégrant les contraintes calendaires, techniques et financières propres aux projets de grande ampleur.

2. Évolution des dépenses d'investissement

Les dépenses d'investissement progressent fortement entre 2024 et 2025, passant de 7,88 M€ à 14,48 M€, soit une évolution de **+83,8 %**.

Cette évolution s'explique principalement par :

- La montée en puissance des dépenses d'équipement, qui doublent pratiquement sur la période (+125 %),
- Le démarrage ou l'accélération de projets structurants, notamment dans les domaines :
 - Des équipements sportifs (dont le centre aquatique Océabul),
 - De la transition énergétique, du logement et de la mobilité,
 - De la préservation des milieux naturels,
 - Et des équipements patrimoniaux et culturels,

- Une **augmentation maîtrisée du remboursement du capital de la dette**, en cohérence avec l'encours existant et les nouveaux financements mobilisés.

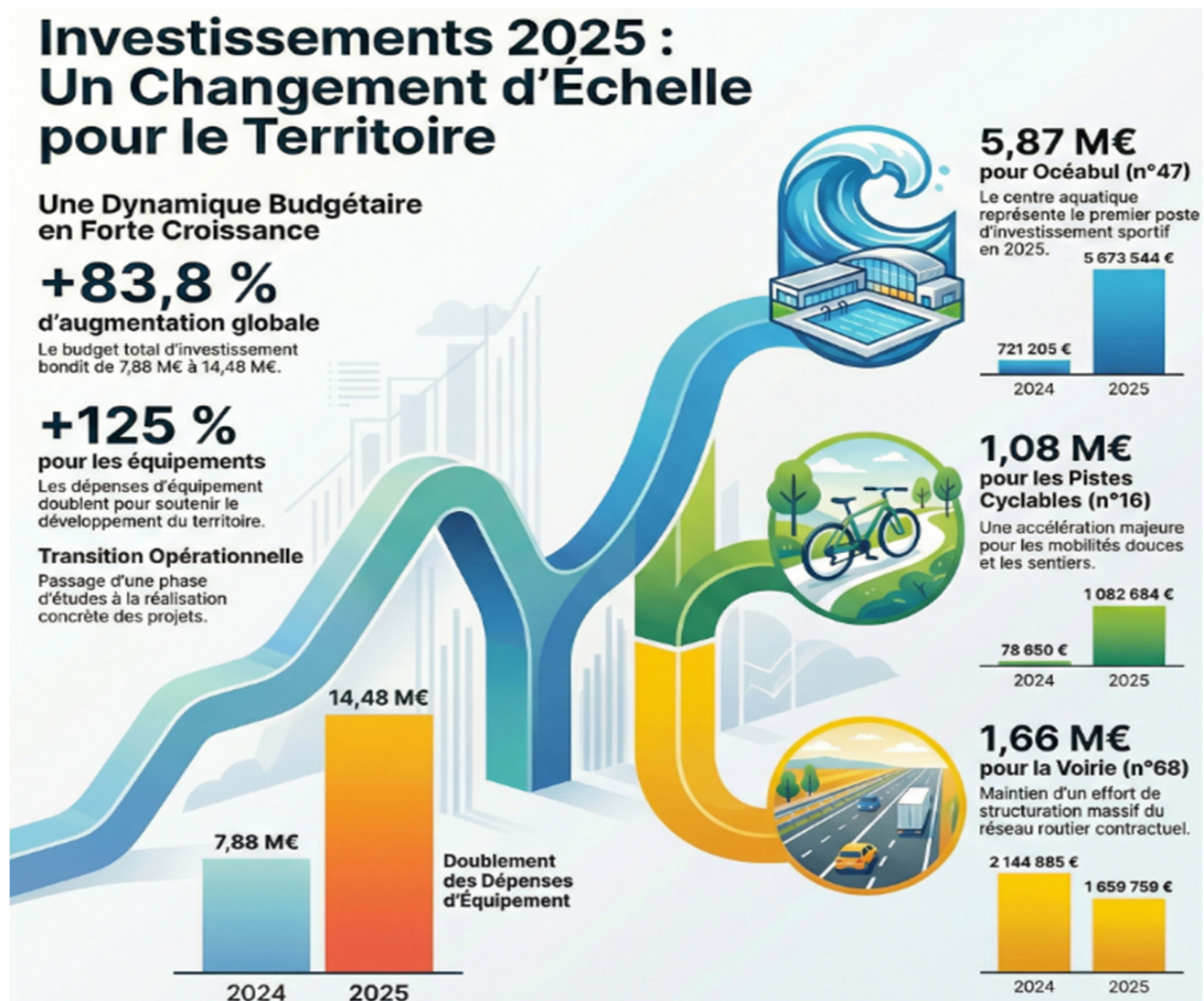
Cette progression traduit une phase active de réalisation du PPI, après plusieurs exercices de préparation, d'études et de phasage opérationnel.

3. Lecture financière de la dynamique d'investissement

La dynamique d'investissement observée en 2025 repose sur un équilibre combinant :

- **Le recours à l'emprunt,**
- **La mobilisation des subventions,**
- **Et le maintien d'un autofinancement,** bien que temporairement contraint par l'effet de ciseau en fonctionnement.

Cette structure permet d'absorber un pic d'investissement sans déséquilibrer la section, tout en reportant une partie de l'effort financier sur les exercices suivants, conformément à la logique pluriannuelle des opérations engagées.



b. Les recettes d'investissement 2025

RECETTES D'INVESTISSEMENT		CA 2024	CA 2025	Évolution
0101	Modernisation et acc. numérique du territoire interco.	8 032,15 €	- €	
0102	Equipements - Tourisme durable	99 938,94 €	- €	
0201	Transition énergétique, logement et mobilité	111 989,33 €	248 711,59 €	122,09%
0301	Equipements sportifs	12 336,00 €	102 477,73 €	730,72%
0302	Equipements - Animation de la vie sociale	10 345,42 €	- €	
0401	Equipements de développement culturel	- €	22 300,00 €	
0402	Préservation et valorisation du patrimoine	22 327,43 €	73 756,19 €	230,34%
0501	Equipements - Siège social et CTI	- €	- €	
0502	Politique de gestion des déchets	- €	13 200,96 €	
0601	Préservation et valorisation des milieux naturels	70 769,50 €	82 050,20 €	15,94%
0701	Infrastructures routières et réseaux	- €	- €	
13	Subventions d'investissement	335 738,77 €	542 496,67 €	61,58%
16	Emprunts et dettes assimilées	1 950 000,00 €	6 040 000,00 €	209,74%
21	Immobilisations corporelles	- €		
23	Immobilisations en cours	- €		
Total des recettes d'équipement		2 285 738,77 €	6 582 496,67 €	187,98%
10	Dotations, fonds divers (dont FCTVA)	628 459,01 €	1 042 657,14 €	65,91%
1068	Excédent de Fonctionnement N-1 capitalisé	3 191 498,08 €	2 595 939,22 €	-18,66%
165	Dépôts et cautionnements reçus	- €	100,00 €	
27	Autres immo financières	36 576,00 €	84 379,51 €	130,70%
Total des recettes financières		3 856 533,09 €	3 723 075,87 €	-3,46%
4582	Opérations pour le compte de tiers	- €	- €	
Total des recettes réelles d'investissement		6 142 271,86 €	10 305 572,54 €	67,78%
021	Virement de la section de fonctionnement	1 948 053,64 €	923 000,00 €	-52,62%
R041	Opérations patrimoniales	375 487,52 €	165 804,68 €	-55,84%
R040	Dotation aux Amortissement DI	1 613 581,60 €	1 736 607,21 €	7,62%
Total des recettes d'ordre d'investissement		1 989 069,12 €	1 902 411,89 €	-4,36%
TOTAL		8 131 340,98 €	12 207 984,43 €	50,13%
R001	Résultat reporté d'investissement	- €	- €	

Les recettes d'investissement s'établissent à 12,21 M€ en 2025, contre 8,13 M€ en 2024, soit une progression de **+50,1 %**.

Cette évolution est portée par :

- Des emprunts mobilisés, en lien direct avec le niveau d'exécution des opérations,
- Une augmentation des subventions d'investissement, traduisant la concrétisation de dossiers engagés antérieurement,
- Une montée en charge du FCTVA, mécaniquement corrélée au volume de dépenses éligibles.

Les recettes d'ordre (virement de la section de fonctionnement et dotations aux amortissements) demeurent à un niveau plus contraint, conséquence directe de la pression exercée sur l'épargne brute en 2025.

Orientations 2026 – Investissement :

a. Évolution des dépenses d'investissement en 2026

DÉPENSES D'INVESTISSEMENT		CA 2025	2026(Prévisions)	Évolution 25-26
0101	Modernisation et acc. numérique du territoire interco.	198 480,72 €	152 012,67 €	-23,41%
0102	Equipements - Tourisme durable	2 460,00 €	1 500,00 €	-39,02%
0201	Transition énergétique, logement et mobilité	1 750 591,91 €	1 555 584,13 €	-11,14%
0301	Equipements sportifs	5 873 544,76 €	5 015 090,10 €	-14,62%
0302	Equipements - Animation de la vie sociale	11 888,51 €	56 063,94 €	371,58%
0401	Equipements de développement culturel	139 633,94 €	72 028,86 €	-48,42%
0402	Préservation et valorisation du patrimoine	772 788,29 €	441 310,87 €	-42,89%
0501	Equipements - Siège social et CTI	465 477,74 €	149 749,60 €	-67,83%
0502	Politique de gestion des déchets	416 862,52 €	298 185,60 €	-28,47%
0601	Préservation et valorisation des milieux naturels	303 850,20 €	1 088 945,31 €	258,38%
0701	Infrastructures routières et réseaux	1 659 759,84 €	1 494 148,58 €	-9,98%
Total des dépenses d'équipement		11 595 338,43 €	10 324 619,66 €	-10,96%
16	Emprunts et dettes assimilées	2 414 837,20 €	2 700 000,00 €	11,81%
26	Subvention d'invest + Apurement du 1069 en 2023 (M57)	12 000,00 €	40 000,00 €	233,33%
27	Autres immo financières	200,00 €	1 000,00 €	400,00%
Total des dépenses financières		2 427 037,20 €	2 741 000,00 €	12,94%
4581	Opérations pour le compte de tiers	- €	- €	
Total des dépenses réelles d'investissement		14 022 375,63 €	13 065 619,66 €	-6,82%
041	Opérations patrimoniales	165 804,68 €	1 000 000,00 €	503,12%
040	Dotation aux Amortissements RI	295 573,41 €	300 000,00 €	1,50%
Total des dépenses d'ordre d'investissement		461 378,09 €	1 300 000,00 €	181,76%
TOTAL		14 483 753,72 €	14 365 619,66 €	-0,82%
D001	Résultat reporté d'investissement	173 066,23 €	2 448 835,52 €	

Pour 2026, les dépenses d'investissement sont prévues à 14,37 M€, soit une stabilisation globale (-0,8 %) par rapport à 2025.

Cette relative stabilité masque toutefois des évolutions contrastées :

- Une poursuite soutenue des dépenses d'équipement, notamment :
 - Sur le centre aquatique Océabul,
 - Les infrastructures environnementales,
 - Les réseaux de voirie,
 - Et les pistes cyclables,
- Une maîtrise des dépenses financières, malgré l'augmentation mécanique du remboursement du capital liée aux nouveaux emprunts,
- Une progression marquée des opérations patrimoniales, correspondant à des opérations de régularisation et de valorisation du patrimoine.

La trajectoire 2026 traduit ainsi un palier de consolidation, après le pic de montée en charge observé en 2025.

b. Évolution des recettes d'investissement en 2026

RECETTES D'INVESTISSEMENT		CA 2025	2026(Prévisions)	Évolution 25-26
0101	Modernisation et acc. numérique du territoire interco.	- €	- €	
0102	Equipements - Tourisme durable	- €	- €	
0201	Transition énergétique, logement et mobilité	248 711,59 €	1 221 460,34 €	391,12%
0301	Equipements sportifs	102 477,73 €	1 527 849,00 €	1390,91%
0302	Equipements - Animation de la vie sociale	- €	- €	
0401	Equipements de développement culturel	22 300,00 €	- €	
0402	Préservation et valorisation du patrimoine	73 756,19 €	176 502,64 €	139,31%
0501	Equipements - Siège social et CTI	- €	354 123,50 €	
0502	Politique de gestion des déchets	13 200,96 €	81 042,94 €	513,92%
0601	Préservation et valorisation des milieux naturels	82 050,20 €	1 078 793,67 €	1214,80%
0701	Infrastructures routières et réseaux	- €	- €	
13	Subventions d'investissement	542 496,67 €	4 439 772,09 €	718,40%
16	Emprunts et dettes assimilées	6 040 000,00 €	5 661 177,06 €	-6,27%
21	Immobilisations corporelles		- €	
23	Immobilisations en cours		- €	
Total des recettes d'équipement		6 582 496,67 €	10 100 949,15 €	53,45%
10	Dotations, fonds divers (dont FCTVA)	1 042 657,14 €	1 090 743,79 €	4,61%
1068	Excédent de Fonctionnement N-1 capitalisé	2 595 939,22 €	1 397 356,24 €	-46,17%
165	Dépôts et cautionnements reçus	100,00 €		
27	Autres immo financières	84 379,51 €	1 000,00 €	-98,81%
Total des recettes financières		3 723 075,87 €	2 489 100,03 €	-33,14%
4582	Opérations pour le compte de tiers	- €	- €	
Total des recette réelles d'investissement		10 305 572,54 €	12 590 049,18 €	22,17%
021	Virement de la section de fonctionnement	923 000,00 €	1 274 406,00 €	38,07%
R041	Opérations patrimoniales	165 804,68 €	1 000 000,00 €	503,12%
R040	Dotation aux Amortissement DI	1 736 607,21 €	1 950 000,00 €	12,29%
Total des recettes d'ordre d'investissement		1 902 411,89 €	2 950 000,00 €	55,07%
TOTAL		12 207 984,43 €	15 540 049,18 €	27,29%
R001	Résultat reporté d'investissement	- €	- €	

Les recettes d'investissement prévisionnelles atteignent 15,54 M€ en 2026, en hausse de +27,29 % par rapport à 2025.

Cette évolution repose principalement sur :

- Une **mobilisation accrue des subventions d'investissement**, en lien avec l'avancement physique des opérations,
- Un recours à l'emprunt ajusté, calibré comme variable d'équilibre, sans surfinancement,
- Une contribution renforcée des recettes d'ordre, notamment via les dotations aux amortissements, en lien avec l'élargissement de l'actif.

Focus sur les Autorisations de programme – Opérations pluriannuelles d'Investissement :

1. Travaux de réhabilitation du Centre Aquatique Océabul

L'année 2026 marque l'achèvement des travaux de réhabilitation du centre aquatique Océabul. Les dépenses prévisionnelles s'élèvent à **5,01 M€**, traduisant l'entrée dans la phase finale du chantier. Les recettes associées, estimées à **1,53 M€**, proviennent principalement de subventions d'investissement mobilisées au fur et à mesure de l'avancement de l'opération.



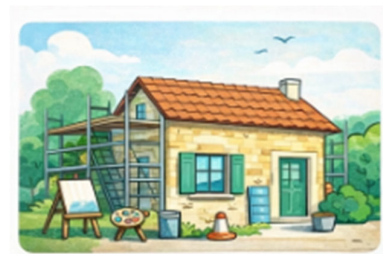
2. Aménagement de pistes cyclables



La CCOMDM poursuit en 2026 la mise en œuvre de son plan vélo territorial, avec un volume de dépenses estimé à **1,12 M€** pour l'aménagement de nouvelles pistes cyclables et l'amélioration des itinéraires existants. Ce programme bénéficie d'un **taux de financement élevé**, avec des recettes attendues à hauteur de **1,04 M€**, issues principalement de subventions. Cette opération illustre une politique d'investissement fortement cofinancée, limitant l'impact net sur les ressources propres de la collectivité.

3. Travaux de réhabilitation de la Maison du Peintre

Les crédits inscrits en 2026 pour la réhabilitation de la Maison du Peintre s'élèvent à **0,19 M€**, correspondant à la poursuite et à l'achèvement des travaux de valorisation patrimoniale du site. Les recettes associées, estimées à **0,18 M€**, traduisent une mobilisation importante de subventions dédiées au patrimoine culturel. Le reste à charge pour la collectivité demeure ainsi très limité, garantissant un équilibre financier favorable pour cette opération.



4. Extension de la Maison du Développement Intercommunal (MDI)

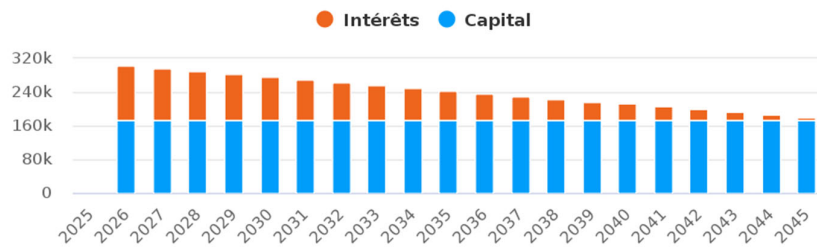
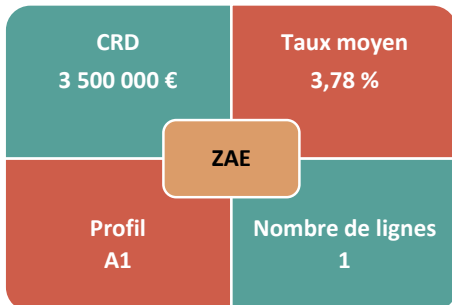
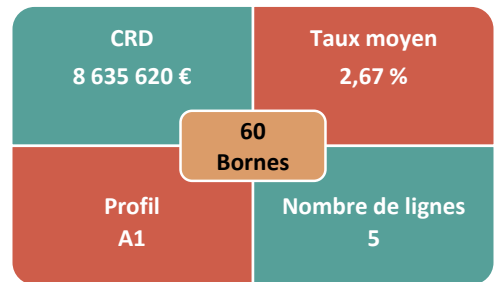
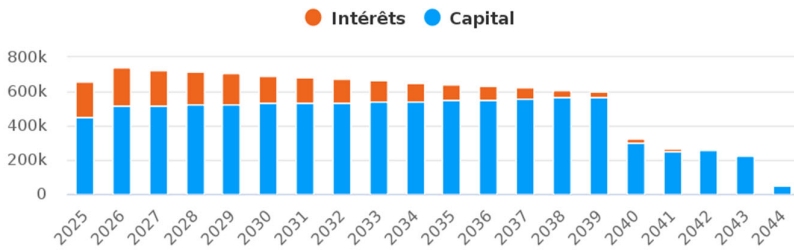
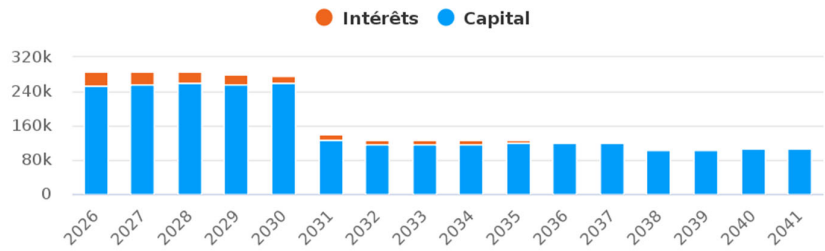
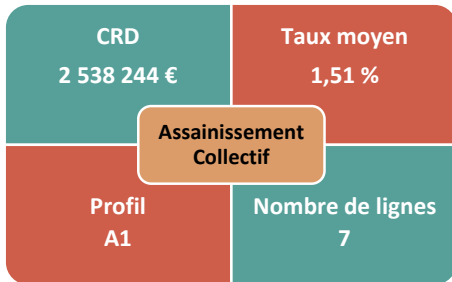
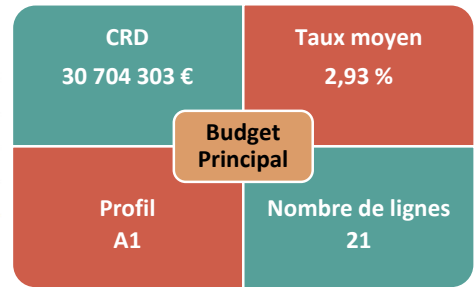
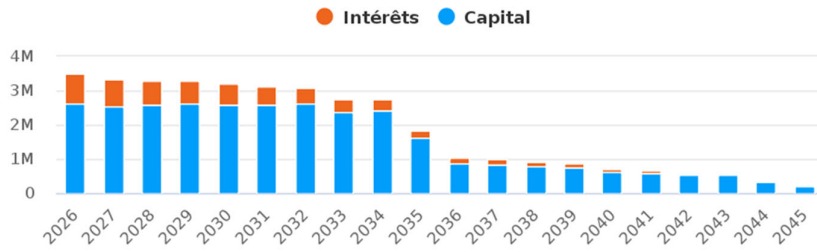


L'année 2026 est exclusivement consacrée aux études préalables relatives au projet d'extension de la Maison du Développement Intercommunal (MDI). Les dépenses inscrites, d'un montant limité, correspondent aux études techniques, programmatiques et de faisabilité, nécessaires à la définition précise du projet et à son phasage pluriannuel.

VI. Résultats 2025 tous Budgets et Équilibres financiers

BUDGETS	Principal 2025	Assainissement Collectif 2025	SPANC 2025	60 Bornes 2025	ZAE 2025	Immobilier d'entreprise 2025	Boutiques 2025	CONSOLIDÉS 2025
Dépenses de Fonctionnement								
011 (+ Stocks)	7 926 336,34	598 598,87	167,56	209 055,51	243 507,64	70 106,69	79 023,52	9 126 796,13
012	6 120 769,03	305 904,21	41 751,05	42 527,07	78 208,04	43 376,02	28 824,96	6 661 360,38
014	4 393 867,00							4 393 867,00
65	3 701 933,55	4 418,25			1,02	1,13		3 706 353,95
66	839 973,77	40 893,27		206 749,29				1 087 616,33
67	17 654,20	307,20	90,00					18 051,40
68	1 112,15		220,00					1 332,15
S/Total DRF	23 001 646,04	950 121,80	42 228,61	458 331,87	321 716,70	113 483,84	107 848,48	24 995 377,34
042	1 736 607,21	844 190,05		358 643,86	1 230 409,55	87 038,33		4 256 889,00
043	0,00				81 708,04			81 708,04
S/Total	1 736 607,21	844 190,05	0,00	358 643,86	1 312 117,59	87 038,33	0,00	4 338 597,04
Total	24 738 253,25	1 794 311,85	42 228,61	816 975,73	1 633 834,29	200 522,17	107 848,48	29 333 974,38
002	0,00			266 780,55	1 319 749,17	646 441,12	204 786,89	2 437 757,73
Recettes de Fonctionnement								
013	140 357,34						23 053,35	163 410,69
70 (+ Stocks)	1 635 079,21	2 895 246,49	32 110,00	722 049,12	180 675,00	6 481,40	89 512,81	5 561 154,03
73	3 452 196,11							3 452 196,11
731	18 410 984,47							18 410 984,47
74	1 826 063,80			189 910,60				2 015 974,40
75	92 395,29			0,92		50 480,10	0,19	142 876,50
76	266 776,21							266 776,21
77	15 868,65		1 720,00			16,00		17 604,65
78	315,00							315,00
S/Total RRF	25 840 036,08	2 895 246,49	33 830,00	911 960,64	180 675,00	56 977,50	112 566,35	30 031 292,06
042	295 573,41	51 517,97		46 651,58	947 325,14	23 742,15		1 364 810,25
043	0,00				81 708,04			81 708,04
S/Total	295 573,41	51 517,97	0,00	46 651,58	1 029 033,18	23 742,15	0,00	1 446 518,29
Total	26 135 609,49	2 946 764,46	33 830,00	958 612,22	1 209 708,18	80 719,65	112 566,35	31 477 810,35
002	0,00		51 189,08		0,00			51 189,08
Résultats de Fonctionnement								
Résultat Courant	1 397 356,24	1 152 452,61	-8 398,61	141 636,49	-424 126,11	-119 802,52	4 717,87	2 143 835,97
Résultat Antérieur	0,00	0,00	51 189,08	-266 780,55	-1 319 749,17	-646 441,12	-204 786,89	-2 386 568,65
Résultat de Fonctionnement	1 397 356,24	1 152 452,61	42 790,47	-125 144,06	-1 743 875,28	-766 243,64	-200 069,02	-242 732,68
Dépenses d'Investissement								
OP	11 595 338,43			3 073 994,38				14 669 332,81
20		105 724,04						105 724,04
21		15 889,22		535,15		31 287,39		47 711,76
23		4 274 699,55		164 219,27		265 274,83		4 704 193,65
S/Total	11 595 338,43	4 396 312,81	0,00	3 238 748,80	0,00	296 562,22	0,00	19 526 962,26
13	0,00							0,00
16	2 414 837,20	272 403,02		453 453,76		37 614,66		3 178 308,64
26-27-45	12 200,00		1 720,00					13 920,00
S/Total	2 427 037,20	272 403,02	1 720,00	453 453,76	0,00	37 614,66	0,00	3 192 228,64
DRI	14 022 375,63	4 668 715,83	1 720,00	3 692 202,56	0,00	334 176,88	0,00	22 719 190,90
040	295 573,41	51 517,97		46 651,58	947 325,14	23 742,15		1 364 810,25
041	165 804,68			128 008,78				293 813,46
S/Total	461 378,09	51 517,97	0,00	174 660,36	947 325,14	23 742,15	0,00	1 658 623,71
Total	14 483 753,72	4 720 233,80	1 720,00	3 866 862,92	947 325,14	357 919,03	0,00	24 377 814,61
001	173 066,23				2 497 048,55	1 106 014,84		3 776 129,62
Recettes d'Investissement								
1068	2 595 939,22	4 125 868,96						6 721 808,18
10 (Hors 1068)	1 042 657,14							1 042 657,14
13	542 496,67					20 205,00		562 701,67
16	6 040 100,00			1 730 000,00	3 500 000,00	1 970,78		11 272 070,78
21-27	84 379,51					1 232,28		85 611,79
S/Total	10 305 572,54	4 125 868,96	0,00	1 730 000,00	3 500 000,00	23 408,06	0,00	19 684 849,56
040	1 736 607,21	844 190,05		358 643,86	1 230 409,55	87 038,33		4 256 889,00
041	165 804,68			128 008,78				293 813,46
S/Total	1 902 411,89	844 190,05	0,00	486 652,64	1 230 409,55	87 038,33	0,00	4 550 702,46
Total	12 207 984,43	4 970 059,01	0,00	2 216 652,64	4 730 409,55	110 446,39	0,00	24 235 552,02
001	0,00	3 705 014,17	1 720,00	2 141 497,99			11 175,68	5 859 407,84
Résultats d'Investissement								
Résultat Courant	-2 275 769,29	249 825,21	-1 720,00	-1 650 210,28	3 783 084,41	-247 472,64	0,00	-142 262,59
Résultat Antérieur	-173 066,23	3 705 014,17	1 720,00	2 141 497,99	-2 497 048,55	-1 106 014,84	11 175,68	2 083 278,22
Résultat d'Investissement	-2 448 835,52	3 954 839,38	0,00	491 287,71	1 286 035,86	-1 353 487,48	11 175,68	1 941 015,63
Résultats								
Bilan annuel	-878 413,05	1 402 277,82	-10 118,61	-1 508 573,79	3 358 958,30	-367 275,16	4 717,87	2 001 573,38
Bilan	-1 051 479,28	5 107 291,99	42 790,47	366 143,65	-457 839,42	-2 119 731,12	-188 893,34	1 698 282,95
Équilibres financiers								
Épargne Nette	423 552,84	1 672 721,67	-8 398,61	175,01	-141 041,70	-94 121,00	4 717,87	1 857 606,08
Épargne Brute (CAF)	2 838 390,04	1 945 124,69	-8 398,61	453 628,77	-141 041,70	-56 506,34	4 717,87	5 035 914,72
Tx CAF	10,98%	67,18%	-24,83%	49,74%	-78,06%	-99,17%	4,19%	16,77%
CRD	30 704 303,00	2 538 244,00	0,00	8 635 620,00	3 500 000,00	0,00	0,00	45 378 167,00
CDD	10,82	1,30	0,00	19,04	-24,82	0,00	0,00	9,01

La structure et la gestion de la dette



Présentation des Effectifs et aspects RH

1) Effectifs Totaux :

- Nombre total de postes permanents : 121 (114 équivalents temps plein)
 - o Dont Titulaires : 87 (dont 9 à temps non complet et 3 à temps partiel)
 - o Dont Contractuels : 34 (dont 6 à temps non complet et 1 à temps partiel)
- Nombre de postes saisonniers : 21 (8 équivalents temps plein)
- Stagiaires : 16

2) Répartition par Catégorie et Femmes/Hommes/Âges/Absentéisme :

- 55% Femmes/ 45% Hommes
- Catégorie A/A+ (15%) : 18 (dont 12 encadrants/ 6 expertises)
33% de femmes / 67% hommes
3 femmes (sur 9, soit 33%) membres du Comité de Direction
- Catégorie B/B+ (36%) : 44 (dont 8 encadrants) (Personnel d'enseignement artistique représentant une part significative)
55% de femmes / 45% hommes
- Catégorie C/C+ (49%) : 59 (dont 3 encadrants)
63% de femmes / 37% hommes
- Moyenne d'âge des agents de la Collectivité : 44 ans
- Taux d'absentéisme au sein de la Communauté de Communes hors congés paternité et maternité : 3.27% (La moyenne dans le FPT en France est estimée à 9.8%).

3) Évolution des Effectifs

- Recrutements :
 - o Année 2025 : 15
 - o Année 2026 : 6 (prévision)
- Départs (retraites, mutations...) :
 - o Année 2025 : 11
 - o Année 2026 : 6 (prévision)

4) Dépenses de Personnel

- Traitements Indiciaires : 2 978 134,91 €
- Régimes Indemnitaires : 824 786,73 €
- Heures Supplémentaires : 85,79 heures (2 055,01 €)
- Autres Avantages en Nature : 0 € (aucun avantage en nature)

5) Durée du Travail

- Durée Légale : 39 heures par semaine (avec 23 jours RTT)
- Durée Effective : 1607 heures par an et par agent à temps complet

6) Politique Ressources Humaines : Formations, dialogue social et QVCT

- Formation et Développement des compétences :
 - o 85% des agents formés en 2025 à au moins 1 formation, soit 313 jours de formations pour 103 agents.
 - o Objectifs principaux : Sensibilisation à la laïcité, renforcement des compétences numériques, management, sécurité au travail.

- Dialogue social : Principales thématiques

- Protection sociale complémentaire : montant de la participation de la collectivité
- Remboursement aux agents des aides accordées par le FIPHFP
- Modification des modalités d'indemnisation des périodes de congé maladie ordinaire
- Intranet (ANET) : Participation à la définition des besoins et aux ateliers
- Régime indemnitaire : Mise à jour et regroupement des délibérations
- Mise en place d'une démarche d'analyse et prospective des ressources humaines par service
- Présentation du rapport annuel concernant la laïcité
- Cybersécurité (PROXI...)
- Aménagement des locaux : bureaux MISAP, Océabul
- Hygiène et sécurité, notamment le choix d'un logiciel de suivi du Document unique
- Ajustements organisationnels

- Qualité de Vie et des Conditions de Travail :

Process d'accueil des nouveaux agents :

2 de 3 jours

Process d'accueil des saisonniers :

2 d'1/2 journée

Temps de cohésion :

Vœux, Journée Interservices,
Repas de Noël

Proposition d'actions solidaires :

Défi mobilité et semaine de la mobilité,
1 dessin = 1 soutien, Noël solidaire,
Don de sang

Proposition d'actions collectives,
sportives et de santé :

Ningle & Run, Triathlon relais entreprises, Monts sport
entreprise, Sensibilisation sur le dépistage organisé des
cancers



Prévisionnel 2026 – Tous Budgets

Fonctionnement

BUDGETS	Principal 2026	Assainissement Collectif 2026	SPANC 2026	60 Bornes 2026	ZAE 2026	Immobilier d'entreprise 2026	Boutiques 2026	CONSOLIDÉS 2026
Dépenses de Fonctionnement								
011 (+ Stocks)	7 750 000,00	613 550,00	22 680,47	227 000,00	368 000,00	77 554,15	97 553,35	9 156 337,97
012	6 200 000,00	330 000,00	45 000,00	50 000,00	80 000,00	45 000,00	30 000,00	6 780 000,00
014	4 438 000,00							4 438 000,00
65	3 900 000,00	27 992,00	10,00	100,00	10,00	1 600,00	10,00	3 929 722,00
66	940 000,00	40 000,00		225 000,00	136 500,00			1 341 500,00
67	20 000,00	1 000,00	100,00	500,00		500,00		22 100,00
68	20 000,00	8 000,00						28 000,00
S/Total DRF	23 268 000,00	1 020 542,00	67 790,47	502 600,00	584 510,00	124 654,15	127 563,35	25 695 659,97
023	1 274 406,00	1 194 458,00						
042	1 950 000,00	800 000,00		350 000,00	947 325,14	943 000,00		4 990 325,14
043					216 500,00			216 500,00
S/Total	3 224 406,00	1 994 458,00	0,00	350 000,00	1 163 825,14	943 000,00	0,00	5 206 825,14
Total	26 492 406,00	3 015 000,00	67 790,47	852 600,00	1 748 335,14	1 067 654,15	127 563,35	33 371 349,11
002	0,00			125 144,06	1 743 875,28	766 243,64	200 069,02	2 835 332,00
Recettes de Fonctionnement								
013	100 500,00						23 200,00	123 700,00
70 (+ Stocks)	1 600 700,00	2 960 000,00	25 000,00	720 000,00	268 640,00	4 500,00	94 500,00	5 673 340,00
73	3 475 000,00							3 475 000,00
731	18 706 000,00							18 706 000,00
74	1 959 706,00			215 744,06				2 175 450,06
75	10 000,00	5 000,00				804 397,79		819 397,79
76	270 000,00							270 000,00
77	70 000,00	5 000,00				1 000 000,00	209 932,37	1 284 932,37
78	500,00							500,00
S/Total RRF	26 192 406,00	2 970 000,00	25 000,00	935 744,06	268 640,00	1 808 897,79	327 632,37	32 528 320,22
042	300 000,00	45 000,00		42 000,00	3 007 070,42	25 000,00		3 419 070,42
043					216 500,00			216 500,00
S/Total	300 000,00	45 000,00	0,00	42 000,00	3 223 570,42	25 000,00	0,00	3 635 570,42
Total	26 492 406,00	3 015 000,00	25 000,00	977 744,06	3 492 210,42	1 833 897,79	327 632,37	36 163 890,64
002	0,00		42 790,47		0,00			42 790,47

Investissement

BUDGETS	Principal 2026	Assainissement Collectif 2026	SPANC 2026	60 Bornes 2026	ZAE 2026	Immobilier d'entreprise 2026	Boutiques 2026	CONSOLIDÉS 2026
Dépenses d'Investissement								
OP	10 324 619,66							10 324 619,66
20		262 270,11		30 000,00		18 500,00		310 770,11
21		50 000,00		30 000,00		38 421,28	11 175,68	129 596,96
23		6 620 869,23		561 128,76	125 000,00	60 316,72		7 367 314,71
S/Total	10 324 619,66	6 933 139,34	0,00	621 128,76	125 000,00	117 238,00	11 175,68	18 132 301,44
13								0,00
16	2 700 000,00	255 000,00		516 000,00	175 000,00	37 776,00		3 683 776,00
26-27-45	41 000,00							41 000,00
S/Total	2 741 000,00	255 000,00	0,00	516 000,00	175 000,00	37 776,00	0,00	3 724 776,00
DRI	13 065 619,66	7 188 139,34	0,00	1 137 128,76	300 000,00	155 014,00	11 175,68	21 857 077,44
040	300 000,00	45 000,00		42 000,00	3 007 070,42	25 000,00		3 419 070,42
041	1 000 000,00			3 500 000,00		400 000,00		4 900 000,00
S/Total	1 300 000,00	45 000,00	0,00	3 542 000,00	3 007 070,42	425 000,00	0,00	8 319 070,42
Total	14 365 619,66	7 233 139,34	0,00	4 679 128,76	3 307 070,42	580 014,00	11 175,68	30 176 147,86
001	2 448 835,52					1 353 487,48		3 802 323,00
Recettes d'Investissement								
1068	1 397 356,24	1 152 452,61						2 549 808,85
10 (Hors 1068)	1 090 743,79							1 090 743,79
13	4 439 772,09	131 389,35		207 407,25		54 415,00		4 832 983,69
16	5 661 177,06			130 238,20	1 073 709,42	536 086,48		7 401 211,16
21-27	1 000,00							1 000,00
S/Total	12 590 049,18	1 283 841,96	0,00	337 645,45	1 073 709,42	590 501,48	0,00	15 875 747,49
021	1 274 406,00	1 194 458,00						
040	1 950 000,00	800 000,00		350 000,00	947 325,14	943 000,00		4 990 325,14
041	1 000 000,00			3 500 000,00		400 000,00		4 900 000,00
S/Total	4 224 406,00	1 994 458,00	0,00	3 850 000,00	947 325,14	1 343 000,00	0,00	9 890 325,14
Total	16 814 455,18	3 278 299,96	0,00	4 187 645,45	2 021 034,56	1 933 501,48	0,00	28 234 936,63
001	0,00	3 954 839,38		491 483,31	1 286 035,86		11 175,68	5 743 534,23



Le budget Assainissement Collectif 2026

S'inscrit dans une logique de poursuite et de consolidation des investissements structurants, tout en garantissant un haut niveau de service public et de conformité réglementaire.

L'effort reste significatif avec plus de 7,18 M€ de dépenses, principalement orientées vers :

- Le renouvellement et la modernisation des réseaux d'assainissement ;
- La poursuite des opérations sur les stations d'épuration ;
- L'adaptation progressive des équipements aux enjeux environnementaux et de capacité hydraulique.

Les recettes reposent sur l'autofinancement du service.

Budget SPANC :

Le budget SPANC 2026 demeure volontairement contenu, conformément à la nature de ses missions.

Le budget des 60 Bornes 2026

Le budget 60 Bornes 2026 traduit une phase d'achèvement et d'optimisation des investissements engagés les années précédentes.

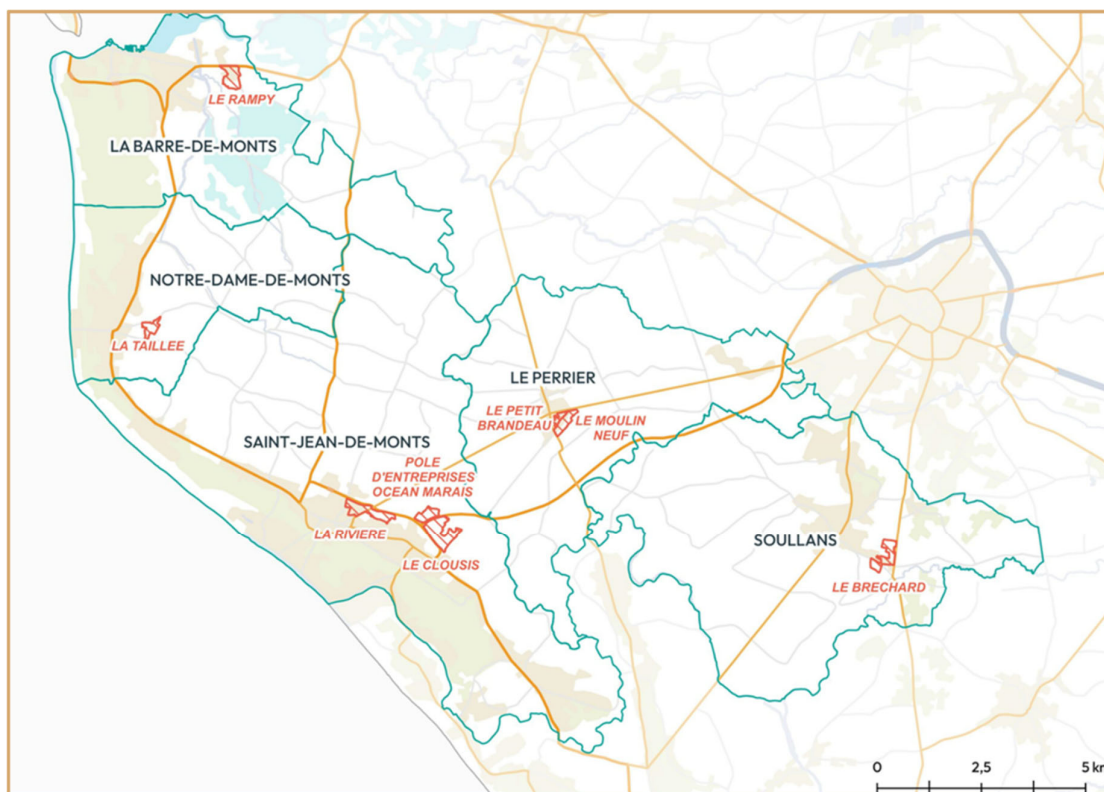
Le budget intègre des opérations d'ordre patrimoniales à hauteur de 3,5 M€, correspondant au reclassement des dépenses de construction (article 2313) en immobilisations corporelles (article 21), traduisant l'achèvement des opérations et leur intégration au patrimoine communautaire.



Immobilier d'entreprise :

S'inscrit dans une phase de gestion active et d'optimisation du patrimoine existant.

Le budget Immobilier d'entreprise 2026 intègre des opérations d'ordre patrimoniales à hauteur de 400 K€ à la suite de l'achèvement des travaux de la Pépinière et Hôtel d'entreprises.



Zones d'Activités Économiques : poursuite de l'aménagement et de la commercialisation des zones, afin de renforcer l'attractivité économique du territoire, dans un cadre financier maîtrisé.

Zones en cours de commercialisation :

LA TAILLEE, LE CLOUSIS 1, LE BRECHARD 2

Zones en concession d'aménagement :

PÔLE ENTREPRISE
LE CLOUSIS 2 - ORYON

Zones en cours d'étude :

LE RAMPY 2, LA TAILLEE 2, LE MOULIN NEUF 2,
LE BRECHARD 3

Zones achevées :

LE RAMPY, LA RIVIERE,
BRANDEAU LE MOULIN NEUF, LE BRECHARD 1

Le budget des boutiques des sites patrimoniaux :

Le budget des boutiques 2026 poursuit la stratégie engagée de réduction du déficit et d'amélioration de la performance commerciale.

L'évolution de l'offre vers des produits de meilleure qualité, sous une marque Made in France « Maraîchine, Maraîchin », participe à cette stratégie.

